



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU FINISTERE

SOUS-PREFECTURE DE CHATEAULIN

CHATEAULIN, le 10 décembre 2009

Dossier suivi par Marie-José Fontaine
☎ 02.98.86.74.42
marie-jose.fontaine@finistere.pref.gouv.fr
H:\securite publique\SEVESO II\NOBELSPORT\Année 2009\TRANSMISSION PV2009.doc

LE SOUS-PREFET de CHATEAULIN

A

Mesdames et Messieurs les Membres
du Comité Local d'Information et de Concertation
pour les installations de la Société Nobel Sport de Pont de Buis les Quimerc'h

OBJET: Comité Local d'Information et de Concertation pour les installations de la société Nobel Sport de Pont de Buis les Quimerc'h

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le compte-rendu de la réunion du Comité Local d'Information et de Concertation pour les installations de la société Nobel Sport de Pont de Buis les Quimerc'h qui s'est tenu à l'Espace François Mitterrand à Pont de Buis les Quimerc'h le jeudi 19 novembre 2009.

LE SOUS-PREFET de CHATEAULIN,


Denis OLAGNON

Liste de diffusion

Monsieur le Directeur Départemental des Services
d'Incendie et de Secours
50, rue du Président Sadate
29337 QUIMPER CEDEX

Monsieur Le Directeur Régional de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement
2, rue Georges Perros
29556 QUIMPER CEDEX 9

Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et de
l'Agriculture
2, boulevard du Finistère
29325 QUIMPER CEDEX

Madame la Chef du Service Interministériel
de Défense et de Protection Civile
42, boulevard Duplex
29320 QUIMPER CEDEX

Monsieur le Maire de Pont de Buis Les Quimerch
Mairie
29590 PONT de BUIS les QUIMERCH

Monsieur le Président du Conseil Général
32, boulevard Duplex
29196 QUIMPER CEDEX
S/c de Monsieur le Préfet du Finistère

Monsieur le Président de la Communauté de Communes de l'Aulne
Maritime
zone de Quiella
29592 LE FAOU

Monsieur le Directeur Départemental du Travail
de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
6, venelle de Kergos
29196 QUIMPER CEDEX

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce
et d'Industrie de Brest
1, place du 19ème RI
BP 92028
29220 BREST

Monsieur le Directeur de la société NOBEL SPORT
2, rue du squiriou
29590 PONT de BUIS les QUIMERCH

Monsieur le Responsable qualité environnement
NOBEL SPORT
2, rue du squiriou
29590 PONT de BUIS les QUIMERCH

Monsieur BEURRIER Jean-Claude
33, Grand'rue
29590 PONT de BUIS les QUIMERCH

Monsieur QUEFFELEC Michel
4, Grand'rue
29590 PONT de BUIS les QUIMERCH

Monsieur ANTONIAZZI Gilles
NOBEL SPORT
2, rue du squiriou
29590 PONT de BUIS les QUIMERCH

Monsieur GUERRIAUD Richard
NOBEL SPORT
2, rue du squiriou
29590 PONT de BUIS les QUIMERCH

Monsieur Gaël MEROUR
NOBEL SPORT
2, rue du squiriou
29590 PONT de BUIS les QUIMERCH

Madame l'Inspectrice d'Académie
1, boulevard du Finistère
29558 QUIMPER CEDEX 9

Monsieur le Commandant du groupement
de gendarmerie du Finistère
12, place de la Tour d'Auvergne
29000 QUIMPER

Monsieur Jacques GOUEROU,
Conseiller général du canton de Châteaulin
Mairie de Cast
29150 CAST
(désigné par le Conseil Général pour siéger dans cette instance)

PREFECTURE DU FINISTERE

SOUS-PREFECTURE DE CHATEAULIN

**Compte-rendu du CLIC NOBEL SPORT
organisé à PONT-de-BUIS le 19 novembre 2009**

Assistaient à cette réunion présidée par M. Denis OLAGNON, Sous-préfet de Châteaulin :

- M. Jean-Pierre GUIAVARC'H, Directeur Etablissement Nobel Sport - Pont-de-Buis;
- M. Lionel LE VOUEDEC, Responsable exploitation Nobel Sport - Pont-de-Buis ;
- M. Roger MELLOUET, Maire de Pont de Buis lès Quimerç'h ;
- M. Daniel GERVOT, représentant la Communauté de Communes de l'Aulne Maritime;
- M. Gilles ANTONIAZZI, du C.H.S.L.C.T. Nobel Sport ;
- M. Richard GUERIAUD, du C.H.S.L.C.T. Nobel Sport ;
- M. Jean-Claude BEURRIER, riverain ;
- M. Michel QUEFFELEC, riverain ;
- M. Dominique CHAMOUX, Chambre de Commerce et d'Industrie de Brest, Développement Economique Industrie ;
- M. Auguste DEBERNARDINIS, S.D.I.S. 29, Adjoint au chef du Centre d'Incendie et de Secours de Châteaulin ;
- M. Michel LE MOAL, Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère ;
- M. Daniel HEMON, Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- Chef d'Escadron Damien MICHEL, commandant de la compagnie de Gendarmerie de Châteaulin ;
- M. Yvon MARZIN, Direction Départementale de l'Environnement et de l'Agriculture (Unité Prévention des Risques) ;
- M. Denis FEVRIER, Direction Régionale de la Recherche de l'Industrie et de l'Environnement (cellule Risques) ;
- M. Etienne PEQUERIAU, Inspecteur des Installations Classées Risques Industriels à la Direction Régionale de la Recherche de l'Industrie et de l'Environnement ;
- M. Laurent CALBOURDIN, SIDPC, chef du bureau de la Planification au Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles à la Préfecture du Finistère ;
- M. Pascal BIHAN, SIDPC, du bureau Planification au Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles à la Préfecture du Finistère ;
- Mme Isabelle GUICHARD, Secrétaire générale de la Sous-préfecture de Châteaulin.

Etaient absents excusés :

- M. HAMON, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Brest, remplacé par M. CHAMOUX.
- M. LETEXIER, Ingénieur Sécurité Nobel Sport excusé, remplacé par M. Lionel LE VOUEDEC.

Après avoir remercié de leur présence les membres du Comité, M. le Sous-préfet les invite à faire connaître les éventuelles observations qu'appellerait de leur part le compte-rendu de la précédente réunion.

Aucune remarque n'étant formulée, il propose à M. Guiavarc'h de présenter le bilan d'application du système de gestion de la sécurité (SGS) de l'établissement.

I. Présentation du bilan d'application du système de gestion de la sécurité (cf. annexe 1)

Monsieur Guiavarc'h recense les points essentiels figurant dans la note synthétique remise aux membres du CLIC :

① Politique de prévention des accidents majeurs :

- aucun accident majeur ne s'est produit en 2008;
- 10 audits de direction par an ont été élaborés en 2008 sur la sécurité.

② Organisation – promotion

- départ de M. Miermont, directeur ;
- 58 personnes ont bénéficié de 462 heures de formation au poste de travail, à la sécurité pour les intérimaires et le personnel des entreprises extérieures.

③ Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs

- mise en place d'une deuxième bi-vis. L'équipement a été construit début 2008 et mis en service en mai 2009. Il s'agit d'un système intégré commandé à distance, évitant ainsi tout contact direct lors de la fabrication et facilitant la récupération des solvants et des effluents ;
- arrêt des brûlages des sacs souillés de nitrocellulose au profit d'une autre aire de brûlage. L'étude de sécurité correspondante a été approuvée par la D.D.T.E.F.P. et l'inspection des poudres et des explosifs (I.P.E) ;
- une analyse des cendres résiduelles et une étude de sol ont été réalisées concernant l'ancienne aire de stockage « Park Braz ». Elles ont abouti à la décontamination du site et à la suppression des merlons.

④ Gestion des situations d'urgences

- réalisation régulière d'exercices internes (un exercice toutes les deux semaines) ;
- maintenance des différents matériels d'intervention.

⑤ Gestion du retour d'expérience

- 6 incidents pyrotechniques en 2008 ;
- 107 A.C.A.C.I.A.S. (Analyse des Causes et des Conséquences des Incidents et des Accidents) soit 107 accidents ou incidents enregistrés.

⑥ Contrôle du système de gestion de la sécurité

- le comité consultatif sécurité Nobel Sport s'est réuni trois fois. Interrogé au sujet de la composition de ce comité, M. Guiavarc'h précise qu'il rassemble le Président de la société, le délégataire « sécurité » de chaque site, l'ingénieur Sécurité Nobel Sport Pont de Buis, un actionnaire (ancien directeur de poudrerie), l'avocat du groupe, la responsable Relation Humaine .

M. Guiavarc'h souligne en conclusion que :

- le nombre d'ACACIAS reste stable ;
- le nombre d'incidents pyrotechniques est en légère diminution ;
- le budget destiné à la mise à jour des équipements a augmenté ;
- le personnel a été sensibilisé à la détection des ACACIAS ;
- l'installation d'une deuxième biveille a induit d'importantes modifications ;

→ le travail réservé à la mise en place de précurseurs s'est poursuivi. Les causes d'incidents sont analysées pour identifier les dénominateurs communs et ceci afin de mettre en place des actions préventives.

M. Guiavarc'h ajoute que les objectifs fixés pour l'année 2009 ont été atteints :

- mise en place d'une deuxième bivi → fait
- transfert de production de poudres laminées → fait
- mise en place de 4 chariots élévateurs neufs → fait
- réalisation de deux EST (Etude de Sécurité du Travail) → en cours
- mise en service d'un nouvel équipement de noyage (armoire) → en cours

II. Présentation par la D.R.I.R.E. (cf. annexe 2)

M. Péquériau rappelle que l'entreprise est classée en site « SEVESO seuil haut » pour la fabrication et le stockage de plus de 10 tonnes de poudres. Elle relève des rubriques 1310 et 1311 pour la fabrication de poudres, explosifs et autres produits explosifs de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'activité est autorisée par arrêté préfectoral du 25 juillet 2003 qui sera réactualisé en 2010.

Jusqu'alors, deux types d'accidents susceptibles d'avoir des conséquences au-delà des limites de propriété (explosion et effets toxiques) avaient été identifiés et justifiaient l'existence de zones de danger (910 m en cas d'explosion et 800 m en cas d'effets toxiques) prises en référence pour l'élaboration du P.P.I.

M. Péquériau rappelle que lors du dernier CLIC, les suites de l'inspection de la D.R.I.R.E. du 22 octobre 2008 avaient donné lieu à de nombreuses discussions.

Parmi les points ayant été débattus, il avait notamment été question de :

① l'étude de déchets demandée par arrêté préfectoral complémentaire du 5 février 2007.

Le document transmis en septembre 2007 ayant été déclaré non recevable, l'exploitant a déposé une nouvelle étude le 9 septembre 2009. La D.R.I.R.E. a jugé cette dernière recevable car elle prévoit notamment différents systèmes d'optimisation pour réduire les déchets qui ne peuvent être détruits.

A la demande de M. Pequériau, M. Guiavarc'h indique que le site doit traiter 730 sacs de plastique par jour, vides mais très légèrement souillés de poussière de nitrocellulose. Les sacs, humides, sont classés par la réglementation dans la catégorie 4.1 sous réserve de les fermer pour conserver l'humidité. Jusqu'au 15 décembre 2008, les sacs étaient brûlés sur site produisant ainsi des fumées noires dont se plaignaient les riverains. Désormais, ces déchets considérés comme dangereux sont pris en charge par un incinérateur à Rouen, ce qui est très coûteux pour l'entreprise (40 000 €). C'est pourquoi Nobel Sport a mandaté l'INERIS pour évaluer la possibilité d'un déclassement du produit. L'objectif étant qu'il puisse être détruit à proximité du site en tant que déchets banals, moyennant certaines garanties de prise en charge. (Voir diaporama en ce qui concerne l'étude sur l'eau)

Un nouvel arrêté préfectoral consolidé mettant à jour les prescriptions sera adopté en 2010.

② du dépotage des solvants qui est rapatrié à l'intérieur de l'enceinte.

Un dossier de cessation d'activité a été déposé concernant l'ancienne aire et la D.R.I.R.E. a effectué une visite sur site. Un récépissé de cessation partielle d'activité a été adressé par M. le Préfet à l'exploitant le 21 septembre 2009 soldant ce point.

L'aire de brûlage de Park Braz a été décontaminée et arasée. L'exploitant en a informé les services de l'Etat le 30 juin 2009.

Par ailleurs, la D.R.I.R.E. a demandé à Nobel Sport de compléter l'étude de danger sur les risques détonation des poudres et de la nitrocellulose.

En effet, l'acceptabilité du site dans son environnement est conditionnée à la possibilité d'écarter le phénomène de détonation de la nitrocellulose énergétique (NCE). L'entreprise doit pour cela fournir un argumentaire solide relatif notamment aux conditions d'exploitation de la NCE. Cette question est très importante car elle conditionne le maintien du site. Cette étude a été déposée par l'entreprise dans sa version définitive le 13 juin 2008 avec le complément bivis. Cette étude a été instruite durant le 1^{er} trimestre 2009 et une inspection inopinée a été organisée en juillet 2009.

A cette occasion, l'inspecteur a constaté plusieurs écarts vis à vis des engagements pris par Nobel Sport dans l'étude de danger ce qui a conduit à la signature par M. le Préfet d'un arrêté de mise en demeure le 10 août 2009 différant la proposition de prescription du PPRT (Plan Prévention des Risques Technologiques). L'entreprise qui a revu les conditions d'exploitation et de suivi a apporté des précisions le 7 octobre 2009. Les nouveaux éléments transmis ont été analysés par la D.R.I.R.E. qui a jugé les réponses acceptables. Il en résulte que le risque de détonation peut être écarté. Aussi, M. le Préfet par courrier du 2 novembre 2009 a pris acte de la régularisation avec levée de la mise en demeure. Les services de l'Etat ont alors pu engager la procédure d'élaboration du PPRT.

En effet, suite à cette régularisation, l'inspecteur des installations classées a remis son rapport le 23 octobre dernier, lequel :

- définit le périmètre d'étude du PPRT, premier élément permettant au Préfet de prescrire le PPRT ;
- propose de prescrire le PPRT sur ce périmètre ;
- propose de mettre à jour le PPI (Plan Particulier d'Intervention) pour le rendre conforme avec le périmètre du PPRT ;
- présente la carte des aléas technologiques,
- propose un projet d'arrêté préfectoral complémentaire visant à encadrer les conditions de gestion du stockage de nitrocellulose.

Dans le projet de périmètre d'étude de PPRT, les zones d'effet dépassent de peu l'enceinte de l'établissement. Les zones de 800 et 900 mètres ont disparu car l'exploitant a démontré l'absence de retombées toxiques hors du site. Une faible superficie en dehors de l'enceinte est englobée néanmoins dans la zone d'effet en raison des risques d'explosion de poudre noire, ou d'un nuage de gaz suite à une fuite de canalisation de gaz ou d'une explosion de vapeur de solvants.

Enfin, M. Péqueriau signale qu'une inspection SGS a eu lieu le 14 octobre 2009, visant à contrôler la bonne application du SGS dans le cadre du chantier d'installation de la 2^{ème} bivis. En effet, le SGS prévoit l'application de procédures spécifiques en cas de changement d'exploitation.

Aucun problème n'a été observé à cette occasion. Le rapport a été transmis au Préfet le 13 novembre.

M. le Sous-préfet fait remarquer que par rapport au CLIC 2008 durant lequel, les débats avaient été nombreux, plusieurs points ont été résolus. Il tient à souligner les avancées obtenues.

M. le maire note qu'il conviendra d'informer la population au sujet du nouveau périmètre d'étude du PPRT. Il estime que les riverains seront satisfaits de cette évolution car plusieurs propriétaires, dont l'habitation était implantée dans la zone de danger, redoutaient la dévaluation de leur bien.

M. Péqueriau précise que l'information de la population pourra se faire dans le cadre de la mise à jour du PPI.

Il observe que dès que M. le Préfet aura signé l'arrêté préfectoral prescrivant le PPRT, une réunion rassemblant les personnes associées sera organisée pour leur présenter les résultats de la phase technique (la cartographie des enjeux et des aléas).

Le CLIC figure parmi ces personnes associées. Aussi, il lui appartient de désigner un représentant sachant que l'exploitant, la commune et les services de l'Etat sont associés à la réflexion.

M. Queffelec, riverain, se déclarant candidat, les membres du CLIC le désigne.

M. Calbourdin fait remarquer que les conclusions autorisant le lancement de cette procédure de prescription du PPRT sont désormais connues. Aussi, le conseil municipal de Pont-de-Buis sera saisi d'une demande d'avis sur les modalités de la concertation prévues par l'arrêté préfectoral. Une fois cet avis recueilli (au bout d'un mois, en cas de silence du conseil municipal, l'avis est réputé rendu), le PPRT sera prescrit et la procédure d'élaboration pourra commencer. Il indique que le conseil municipal peut notamment, s'il l'estime justifié, proposer des adaptations à la liste des personnes associées, en plus de celles que prévoit le code de l'environnement.

La prochaine réunion du conseil municipal étant prévue le 17 décembre prochain, M. Calbourdin indique que la préfecture saisira le conseil municipal dans les jours qui suivent le CLIC.¹

III. Le Plan Particulier d'Intervention (cf. annexe 3)

M. Calbourdin précise que la base légale sur laquelle reposent les PPI a changé depuis la dernière approbation du PPI en 2004. La loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile et le décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 relatifs aux PPI s'appliquent désormais. Toutefois, si les textes de référence ont évolué, les dispositions applicables spécifiquement aux sites classés Seveso seuil haut restent, en matière de PPI, quasiment identiques.

Le PPI, plan de secours en vigueur sur le site, va être révisé sur le fond en tenant compte de la nouvelle définition des scénarios et périmètres d'une part et des conséquences tirées de l'exercice de sécurité civile organisé le 20 octobre 2007 d'autre part. En effet, les autorités publiques peuvent en déduire plusieurs enseignements :

- il est possible de simplifier le schéma d'alerte, en diminuant le nombre d'appels à la charge de l'exploitant et des services de crise en début d'alerte. Le S.I.D.P.C. va travailler sur ce point ;
- il conviendra de veiller à ce que, avant la mise en place du poste opérationnel de commandement, l'information à destination des pompiers soit complète et cohérente. Ceux-ci doivent connaître tous les éléments liés à la crise. Les services préfectoraux s'assureront que les informations seront communiquées au C.O.S. via le C.Q.D.I.S ;
- l'exercice a également mis en évidence l'importance du mode de déclenchement de la sirène qui doit être audible par les riverains habitant dans les zones de danger. Le site dispose d'une sirène, qui devra être audible dans les nouvelles zones de référence.

M. le maire signale que tous les habitants de Pont-de-Buis souhaiteraient entendre la sirène même s'ils sont situés hors du périmètre du PPI.

Par ailleurs, l'information de la population, outre la sirène, est également assurée par des messages radio diffusés via France Bleu Breiz Izel.

Les règles générales applicables au mode d'alerte des populations seront maintenues dans la version révisée du PPI.

¹ La saisine du conseil municipal de Pont de Buis par la préfecture a été faite par courrier en date du 24 novembre 2009.

Le PPI sera révisé en tenant compte de la diminution des périmètres. M. Calbourdin souligne que même si celui-ci est considérablement réduit, un PPI continuera d'être obligatoire, s'agissant d'un site Seveso seuil haut.

La procédure de révision sera semblable à la procédure d'élaboration avec :

→ les consultations réglementaires en mars-avril 2010 de M. le maire de Pont-de-Buis et de l'exploitant, lesquels disposeront d'un délai de 2 mois pour faire valoir leurs observations ;

→ la mise à disposition du public du dossier pendant un mois (mai 2010) après les consultations. Il ne s'agit pas d'une enquête publique au sens strict : aucun commissaire enquêteur n'est désigné notamment.

Interrogé par M. le maire au sujet des modalités d'information de la population, M. Calbourdin explique que la préfecture réalisera une insertion dans les annonces légales pour préciser les dates de la mise à disposition du projet de PPI, arrêtées en concertation avec les élus. Dans le même temps, M. le maire peut décider d'en faire mention dans le bulletin municipal s'il le souhaite,

→ l'approbation du PPI révisé pourra avoir lieu en juin 2010.

Le calendrier de révision pourrait ainsi être le suivant :

- élaboration : 3 mois
- saisine du maire et de l'exploitant : mars – avril 2010
- mise à disposition du public : mai 2010
- approbation : juin 2010

M. Calbourdin ajoute qu'à partir du moment où le PPI aura été approuvé, l'exploitant élaborera une brochure d'information, dont le contenu sera soumis à la validation de la préfecture, brochure qui sera ensuite distribuée, en lien avec la commune, aux habitants de la zone d'effets du PPI, désormais très réduite.

L'objectif de ce document est de faire connaître aux riverains (résidents, entreprises voisines) les risques et de rappeler les conseils à mettre en œuvre en cas d'accidents (mise à l'abri suivie de la mise à l'écoute de la radio). L'exploitant et la commune devront arrêter les modalités concrètes de distribution. La préfecture mettra ce document, une fois validé et diffusé, à disposition sur son site Internet.

Les diverses présentations des plans étant achevées, M. le Sous-préfet invite les membres du comité à interroger les services de l'Etat sur tout autre point.

IV. Questions diverses

M. le maire déclare que certaines inquiétudes des riverains sont levées si le périmètre des zones de danger diminue. Cette modification sera bien accueillie. Cela signifie que les risques ont été définis, des mesures ont été adoptées et la sécurité des riverains prise en compte.

&&&

En conclusion, M. le Sous-Préfet reconnaît également que les points délicats apparus lors du CLIC 2008 ont tous été solutionnés. Ces progrès accomplis par l'exploitant méritent, une nouvelle fois, d'être soulignés. Les services de l'Etat et les partenaires vont maintenant s'attacher à élaborer le PPRT et à réviser le PPI.

LE SOUS-PREFET de CHATEAULIN,

Denis OLAGNON